



Conférence-débat le 16 mai avec Raúl Godoy, figure emblématique de la lutte des Zanon, ancien secrétaire général du syndicat céramiste et député ouvrier au parlement provincial de Neuquén (Argentine). A 19 heures à la librairie Résistances, 4 villa Compoint, Paris 17ème, métro Guy Moquet ou Brochant.

Argentine 2001 : la crise économique bat son plein, des centaines d'entreprises ferment, le chômage explose. Les politiques, le patronat local et impérialiste et le FMI ont plongé le pays dans la faillite. « ¡Que se vayan todos ! », « Qu'ils s'en aillent tous », scande la population qui descend dans la rue et refuse de payer la crise.

Deux présidents sont renversés en décembre 2001 et janvier 2002 ; dans les quartiers, des Assemblées Populaires voient le jour ; les chômeurs, les « piqueteros », se mobilisent pour réclamer leur dû ; et puis dans des dizaines d'entreprises qui veulent mettre la clé sous la porte, les travailleurs sont bien déterminés à ne pas se laisser faire, laisser passer les fermetures et les licenciements.

Dans une de ces usines, à Zanon, dans le Sud du pays, ce sont plus de 200 ouvriers qui sont décidés à lutter pour la sauvegarde des emplois, jusqu'au bout. En septembre 2001 ils occupent l'entreprise et bientôt relancent la production de carrelage et revêtement céramique sous leur propre contrôle. C'est ainsi que naît l'expérience de Zanon-Fasinpat, l'usine sans patron. Ainsi voit le jour leur slogan : « Usine qui ferme, usine qu'il faut occuper et faire produire sous le contrôle des travailleur-euses ! ».

Cela fait plus de dix ans que la lutte des Zanon se poursuit et qu'ils continuent à dire que l'interdiction de tous licenciements et le maintien des emplois à travers le combat pour la production et la gestion sous le contrôle des travailleurs et l'expropriation des entreprises qui ferment, c'est possible !

A l'occasion d'un voyage en Europe qui l'amènera notamment en Grèce et en France, Raúl Godoy, ouvrier de Zanon et actuellement député ouvrier à Neuquén, animera un débat à Paris pour partager cette histoire et cette expérience car, en France comme en Argentine, ni les licenciements, ni les fermetures ne sont une fatalité, si le mouvement ouvrier se donne les moyens de contrattaquer.

Sur le mouvement des entreprises récupérées en Argentine, il est possible de relire deux articles antérieurement publiés par *Contretemps* :

- « [FaSinPat : une réussite politique plus que productive. Autour de l'usine autogérée argentine ex-Zanon](#) »
- « [Entreprises récupérées en Argentine : production, espaces et temps de genre](#) »